

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 23/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES LUGAN SAS

Rue des Carrières
30126 Tavel

Références : 2026-03-116
Code AIOT : 0006600779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement CARRIERES LUGAN SAS implanté Le Village Vaucrose Rue des Carrières Vaucrose 30126 Tavel. L'inspection a été annoncée le 10/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection suite à la mise en demeure du 31 juillet 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES LUGAN SAS
- Le Village Vaucrose Rue des Carrières Vaucrose 30126 Tavel
- Code AIOT : 0006600779
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière LUGAN se situe au cœur du village de Tavel. Elle produit des pierres ornementales de calcaire. La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 pour une durée de 30 ans pour une production annuelle de 20 kt. La production annuelle actuelle se situe bien en dessous des 20 kT. Mme Lugan a repris en main la carrière récemment. L'exploitation du gisement est difficile car l'extraction se fait sur des fronts en pente. Il y a énormément de matériels entreposés sur la carrière.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 31/07/2025, article 1	Astreinte	15 jours
2	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 31/07/2025, article 1	Astreinte	3 mois
3	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 31/07/2025, article 1	Amende, Astreinte	6 mois
4	Action régionale: Respect du plan de phasage	AP Complémentaire du 11/07/2022, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités ayant fait l'objet de la mise en demeure n'ont pas été levées :

- les données figurant à l'entrée de la carrière sont incomplètes;
- le plan d'exploitation fourni ne comprend pas la bande des 50m ;
- les déchets non utiles à l'exploitation de la carrière n'ont pas été tous évacués;
- les carreaux illégalement exploités en dessous de la cote autorisée n'ont pas été remblayés et aucun porter à connaissance n'a été déposé auprès du préfet;
- la surveillance des mesures de poussières de silice n'a pas été réalisée;

Des sanctions administratives seront donc prises à l'encontre de l'exploitant afin de viser un retour à une situation régulière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Contenu minimal de la documentation
Prescription contrôlée : <p>La SAS Lugan [...] est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.4, 1.10.1.2, 2.2.2, 4.3, 7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2006 susvisé en :</p> <p>Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - apposant un panneau contenant les données exigées par l'alinéa premier de l'article 1.10.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2006; - mettant à jour son plan d'exploitation avec les éléments attendus par l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2006, en faisant reporter les superficies du périmètre d'autorisation et de la zone d'extraction, en justifiant de l'absence de matériaux extraits au droit de la bande des 10m.
Constats : <p>L'inspection a constaté la pose d'un panneau à l'entrée du site de la carrière indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - les pistes de la carrière et le sens de circulation; - l'emplacement des zones de chargement de blocs et les ateliers. <p>Néanmoins sur ce panneau ne figure pas l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté comme prescrit par l'article 1.10.1.2 de l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>Concernant la mise à jour du plan d'exploitation, l'exploitant a fourni post-inspection un plan daté du 12/06/25 identifiant les limites du périmètre d'autorisation et la bande des 10m, les cotes d'altitude, les zones en cours d'exploitation et les zones de stockage de remblais en attente de valorisation.</p> <p>La bande des 50m délimitant les abords des limites du périmètre ne figure pas sur le plan fourni.</p> <p>Concernant les zones remise en état, le plan ne les matérialise pas car aucune zone n'a été réaménagée. L'exploitant argue qu'en raison de la cadence de production de deux fois inférieure à celle autorisée (25000 tonnes par an), il exploite le même carreau depuis 2008.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il appartient à l'exploitant de mettre à jour son plan en indiquant les éléments attendus par l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/12/2006</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets et respect de la limite d'extraction
Prescription contrôlée :

La SAS Lugan dont le siège social est situé rue des carrières, 30126 Tavel est mise en demeure les dispositions des articles 1.4, 1.10.1.1.2, 2.2.2, 4.3, 7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2006 susvisé en:

Sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- faisant évacuer tous les déchets non utiles à l'exploitation de la carrière ainsi que le prévoit l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2006;
- procédant au remblaiement des carreaux illégalement exploités ou en déposant un porter à connaissance pour régulariser la situation au regard de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Constats :

Concernant l'évacuation des déchets:

L'exploitant a fourni des bons d'enlèvement de 26 tonnes de déchets dont :

- 108160 kg de ferrailles ;
- 14 060 kg de métaux non ferreux;
- 8660 kg de pneumatiques;

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de déchets persistants sur le site (pneumatiques, ferrailles, anciennes machines etc...).

Concernant le remblaiement des carreaux illégalement exploités :

L'exploitant n'a pas entamé le remblaiement des carreaux; Son bureau d'étude explique que compte tenu de la topographie qui diminue d'est en ouest et du pendage de la formation qui est de 38° vers l'est donc à l'inverse de la topographie et de la hauteur de découverte des bancs bleus sur plus de 7m de hauteur avant d'atteindre les bancs clairs commercialisables, l'exploitant a dépassé la cote limite de fond de fouille autorisée.

Afin de régulariser sa situation, il prévoit de déposer un PAC pour solliciter un approfondissement à la cote 105,4 mNGF et demander le report des travaux de réaménagement de la zone concernée à la fin de l'exploitation définitive de la carrière. Il prévoit d'actualiser l'étude hydrogéologique de 2006 pour apporter la preuve de l'absence d'impacts hydrogéologiques en maintenant la cote d'extraction à la cote 105m NGF sur la pointe de la fosse d'extraction.

L'inspection a rappelé que la mise en demeure du 31/07/2025 a été notifiée le 2 août 2025 à l'exploitant et que ce dernier n'a pas déposé de porter à connaissance pour régulariser sa situation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de :

- faire évacuer le reste des déchets présents sur le site et de transmettre les justificatifs à l'exploitant
- déposer un porter à connaissance sollicitant l'approfondissement à la cote 105 mNGF dûment argumenté et justifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des poussières

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SAS Lugan dont le siège social est situé rue des carrières, 30126 Tavel est mise en demeure les dispositions des articles 1.4, 1.10.1.1.2, 2.2.2, 4.3, 7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2006 susvisé en:</p> <p>sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>- en réalisant selon l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2006 les campagnes de mesures de poussières de silice en période réputée sèche et en période réputée humide et en transmettant sous ce même délai les résultats à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé la surveillance de la poussière de silice dans l'environnement de la carrière.</p> <p>Le bureau d'étude présent argue que la carrière exploite des formations calcaires du Barrémien par nature peu siliceuse et que cette prestation est difficile à mettre en place. Il présente un rapport de mesures de poussières de silice réalisée sur le personnel en 2021 qui confirme l'absence de silice au poste de travail mais ce rapport ne présente des résultats de mesures dans l'environnement de la carrière.</p> <p>Lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 3 avril au 3 mai 2006 dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter la carrière, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales a émis l'observation suivante " <i>des mesures de poussières ont été effectuées pour évaluer l'impact de l'activité sur la santé des riverains du site. Il apparaît un dépassement du quotient de danger pour les poussières siliceuses aussi bien pour le point en amont que pour celui en aval.</i>". Cet avis a donc été retranscrit sous forme de prescriptions dans l'arrêté préfectoral et constitue une obligation réglementaire pour le titulaire de ladite autorisation.</p> <p>L'exploitant n'a jamais réalisé cette surveillance, ni démontré l'absence de poussières siliceuses par des résultats de mesures portées à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de réaliser les campagnes de mesures de poussières de silice en période réputée sèche et en période réputée humide et de transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Amende, Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Action régionale: Respect du plan de phasage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/07/2022, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un plan présentant les trois phases d'exploitation associées aux garanties financières est annexé au présent arrêté (Annexe 4).</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitation se situe en phase quinquennale n°4. La remise en état n'est pas conforme aux plans figurant en annexe de l'APC du 11 juillet 2022 susvisé.</p> <p>L'exploitant déclare avoir très peu exploité et être resté au même carreau depuis 2008. Il prévoit de déposer un PAC sollicitant une modification du phasage d'exploitation des conditions de remise en état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter le plan de phasage annexé à l'APC susvisé ou de régulariser sa situation en déposant un porter à connaissance sollicitant modification des conditions de remise en état.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>